

L'agriculture tient salon, ses enjeux restent en cuisine...

Le Salon de l'Agriculture qui s'ouvre samedi mettra une nouvelle fois sur le devant de la scène terroirs, métiers, technologies... sans qu'un seul atelier ne replace l'agriculture dans le contexte de l'alimentation au niveau mondial.

Pourtant...

... près d'un milliard de personnes souffrent de la faim dans le monde, dont les trois-quarts sont des paysannes et paysans.

... seize mille enfants meurent chaque jour des conséquences directes ou indirectes de la malnutrition.

« Le problème n'est pas la quantité de nourriture produite dans le monde, mais l'accès à cette nourriture pour les populations appauvries. Rien de significatif n'a été fait depuis la crise alimentaire de 2008. La faim n'est pas inéluctable, elle est le fruit de politiques inappropriées et d'un blanc-seing aux spéculateurs », précise Antoine Bouhey, chargé de mission Souveraineté alimentaire chez Peuples Solidaires/ActionAid.

Il faut soutenir enfin l'agriculture paysanne et familiale !

L'imminence d'une nouvelle crise alimentaire et la disparition progressive des petits exploitants agricoles mettent en évidence l'urgence de réformes profondes dans le domaine de l'agriculture. Alimentation et agriculture sont à l'ordre du jour du G20 qui se tiendra cette année en France. C'est une occasion unique de faire avancer les choses.

Les indicateurs sont au rouge :

- > prix des matières premières agricoles atteignant des niveaux similaires à ceux de la crise alimentaire de 2008
- > influence de la spéculation grandissante, les investisseurs pariant sur une poursuite de l'augmentation des prix
- > perturbations climatiques récurrentes rendant les récoltes incertaines
- > objectifs de production d'agrocarburants élevés, provoquant une diminution des quantités d'aliments disponibles afin de se nourrir, ainsi que des quantités de terres arables destinées aux cultures vivrières.

Pour Peuples Solidaires, les principales économies mondiales ont une responsabilité particulière dans les crises que nous traversons, et ont les moyens de prévenir de nouvelles crises.

Les pays du G20 possèdent la majorité des réserves alimentaires ; ils abritent les principales places financières internationales où a lieu la spéculation sur les matières premières agricoles et leurs politiques agricoles ont une influence importante sur la détermination des prix.

Il est urgent d'agir pour :

- > une réglementation étroite du marché financier des matières premières agricoles afin d'enrayer la spéculation éhontée sur les produits agricoles
- > une gestion coordonnée des stocks alimentaires nationaux et régionaux ;
- > une révision des règles de l'Organisation Mondiale du Commerce empêchant les pays de faire prévaloir le droit à l'alimentation sur les obligations de libre-échange
- > le renforcement du soutien à l'agriculture paysanne et familiale, tant dans le cadre de l'aide publique au développement que de la Politique Agricole Commune (PAC). Les besoins spécifiques des paysannes doivent impérativement être pris en compte dans la définition des politiques agricoles, plus de 80% des petites exploitations agricoles dans le monde étant tenues par des femmes.

Pour plus d'informations sur les revendications de Peuples Solidaires/Action Aid, voir : www.peuples-solidaires.org/campagne-faim-zero/

Contact presse :

Julie Nouvion, chargée de relations médias

01 48 58 21 85 /07 86 12 61 82

jnouvion@peuples-solidaires.org

Antoine Bouhey, chargé de mission souveraineté alimentaire

01 48 58 24 85

abouhey@peuples-solidaires.org